

**ARRÊTÉ N° 2065/2017 du 18 décembre 2017**

**Portant nomination de mandataire pour la régie de recettes prolongée auprès de la Cellule Agricole des Espaces Ruraux et Naturels (CAERN) de la Collectivité Territoriale**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- VU** l'arrêté n°191 du 16 janvier 2017 portant création d'une régie de recettes prolongée auprès de la Cellule Agricole des Espaces Ruraux et Naturels (CAERN) de la Collectivité Territoriale ;
- VU** l'arrêté n° 192 du 16 janvier 2017 portant nomination du régisseur titulaire de la régie de recettes prolongée auprès de la Cellule Agricole des Espaces Ruraux et Naturels (CAERN) de la Collectivité Territoriale ;
- VU** l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 14 décembre 2017 ;
- VU** l'avis conforme du régisseur titulaire et du mandataire suppléant en date du 18 décembre 2017.

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Le personne désignée ci-après est nommée mandataire de la régie de recettes prolongée auprès de la Cellule Agricole des Espaces Ruraux et Naturels (CAERN) de la Collectivité Territoriale, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur titulaire, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci :

- Monsieur Julien REBMANN

**Article 2 :** Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal. Il doit les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie.

**Article 3 :** Le mandataire est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle sur les régies n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

**Article 4 :** Le Président du Conseil Territorial et le Directeur des Finances Publiques, comptable public assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmis au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi qu'aux mandataires.

**Transmis au représentant de l'État**

**Le 29/12/2017**

**Publié le 04/01/2018**

**ACTE EXÉCUTOIRE**

**Le Président**

**Stéphane LENORMAND**

Signature du régisseur titulaire – Madame Carine DETCHEVERRY (précédée de la formule « Vu pour acceptation »)	Signature du mandataire suppléant – Monsieur Frédéric DETCHEVERRY (précédée de la formule « Vu pour acceptation »)
---	--

Signature du Mandataire – Julien REBMANN  
précédée de la formule «Vu pour acceptation»

Destinataires :

Monsieur le responsable de la CAERN  
Madame Carine DETCHEVERRY, régisseur  
Monsieur Julien REBMANN, mandataire  
Direction des Finances - Collectivité Territoriale  
Direction des Finances Publiques  
Préfecture - Contrôle de la Légalité  
Publication au Journal Officiel

**PROCÉDURES DE RECOURS**

Si vous estimez que le présent arrêté est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (\*)

(\*) Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.